

*Le texte qui suit a été écrit par un témoin de la Société Civile de Bukavu que j'ai rencontré personnellement. Il est prêt à donner les preuves à ceux qui voudraient s'assurer de ses affirmations ou en savoir davantage. Teresina Caffi, Bukavu, Sud-Kivu, RDCongo, le 22 avril 2005, tercaffi@tin.it.*

## **Cri de détresse au Kivu**

### ***Les guerres en République Démocratique du Congo et la situation de la Région des Grand Lacs racontées par un témoin de la Société Civile Congolaise***

Dans les médias tant nationaux qu'étrangers, on ne cesse de parler de l'insécurité qui bat son plein dans les provinces du Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo. La question que d'aucuns se posent est de savoir pourquoi c'est seulement dans cette région où les assassinats, les viols et violences aux femmes, les pillages continuent à se commettre. Souvent au niveau international la réponse simplicité ne tarde pas à venir : « Le peuple Tutsi minoritaire est 'génocidé' ».

Pour éclairer les lanternes, il faut d'abord montrer d'où est venue cette culture du génocide entre ethnies. Depuis l'antiquité, au Rwanda et au Burundi, pays voisins de la R.D. Congo, vivent deux ethnies qui sont en conflits continuels, c'est-à-dire les Tutsis et les Hutus. Tantôt ce sont les Tutsis au pouvoir qui malmènent les Hutus, tantôt c'est l'inverse. Ce cycle infernal de conflits violents a été accentué par les Belges, alors puissance colonisatrice, en pratiquant la politique de « diviser pour bien régner ».

#### 1. Le cas du Burundi

Avant l'indépendance, ce pays était géré par une monarchie. Après l'indépendance, en 1962, la monarchie a continué jusqu'en 1969, quand le colonel Micombero (Tutsi) fit un coup d'Etat militaire et institua la République. Ce dernier à son tour fut renversé par Bagaza (Tutsi), et lui aussi a été chassé du pouvoir par le Major Buyoya (Tutsi). En 1993, il y eurent les premières élections démocratiques, qui furent remportées par Monsieur Ndadaye (Hutu), que des Tutsis ont assassiné quelques mois après son investiture. Ndadaye fut remplacé par Monsieur Ndayizeye (Hutu), qui lui aussi fut abattu en avril 1994 dans le même avion du Président rwandais Monsieur Habyarimana. Et ce fut la rébellion qui dure jusqu'aujourd'hui. De toutes ces guerres et tueries au Burundi, le Kivu en RDCongo est toujours la terre qui accueille les réfugiés burundais Tutsis ou Hutus, selon le cas, qui fuient le génocide chez eux .

#### 2. Le cas du Rwanda

Ce qui est pour le Burundi, l'est aussi pour le Rwanda, avec les deux ethnies Tutsi et Hutu. Au Rwanda, les tueries ont commencé à s'accroître en 1959, quand les Hutus, aidés par les Belges (ces derniers voulant renverser la situation en défaveur de leurs anciens protégés Tutsis qui réclamaient l'indépendance) pourchassaient les Tutsis. En 1962, à l'indépendance, le Président Kayibanda (Hutu) renverse la monarchie Tutsi. Lui aussi Kayibanda fut renversé par un coup d'Etat militaire réalisé par Juvénal Habyarimana (Hutu) en 1970. Ce dernier gouvernera le Rwanda jusqu'à sa mort en 1994.

#### Génocide au Rwanda

En 1990, les Tutsi réfugiés partout à travers le monde, après avoir conquis l'Uganda, en y portant Yoweri Museveni au pouvoir par les armes, résolurent d'attaquer le Rwanda, présidé par Habyarimana. Ils lancèrent leur attaque à partir de l'Uganda.

La guerre s'enlisa et dura quatre ans, jusqu'au jour où l'avion qui transportait le Président Habyarimana (Hutu) et son collègue du Burundi, Mr. Ndayizeye (Hutu), fut abattu. Ce jour, le carnage des Tutsis par les Hutus commença, car les Tutsi étaient accusés d'avoir abattu cet avion. Les Tutsis trouvèrent refuge au Kivu, en République Démocratique du Congo.

Les troupes militaires Tutsis prirent le dessus sur le champs de bataille sur les Hutus. Toute la communauté internationale se mobilisa. Tous les Hutus du Rwanda se déversèrent au Kivu, en R.D. Congo, et leur entrée fut protégée par l'opération de l'armée française appelée « Tourquoise », qui leur permit d'entrer en RDCongo armés. Le Haut Commissariat des Réfugiés (HCR) des Nations Unies les installa tout au long des frontières congolaises avec le Rwanda et le Burundi.

La Société Civile du Sud-Kivu cria et proposa des sites pour l'installation de ces réfugiés dans le territoire de Shabunda, loin de plus de 300 km des frontières de leur pays d'origine, mais en vain, le HCR s'opposa à telle proposition. Les lettres échangées à ce sujet existent.

### Le génocide est une culture rwandaise et burundaise et non congolaise

Ces deux pays, le Rwanda et le Burundi, ont cette culture de génocide entre Tutsis et Hutus, et cela dure depuis des siècles. La République Démocratique du Congo est riche de plus de 450 tribus et/ou ethnies, mais il n'y a jamais eu guerre tribale. Au contraire, c'est cette diversité de tribus qui fait sa fierté. Donc, le génocide, cet acte ignoble, horrible, a eu lieu en 1994 sur le sol rwandais et entre Rwandais comme d'habitude. Les Congolais n'y étaient pas et n'ont rien à voir avec.

### 3. Le complot contre le Congo

La triade (USA, Angleterre, Belgique) n'a jamais accepté que la R.D. Congo entre dans le concert des Nations depuis son indépendance en 1960.

Les sécessions du Katanga et du Kasai, organisées par la Belgique le jour même de l'indépendance ; l'assassinat par les Belges du premier Ministre Patrice Emery Lumumba, démocratiquement élu ; le coup d'Etat de 1965 et la mise au pouvoir et le soutien indéfectible apporté au dictateur Mobutu par les mêmes puissances, avant son éviction par eux-mêmes en 1997, etc.... ce sont des actes criants.

Avant que la rébellion FPR (Tutsi) ne prenne le pouvoir au Rwanda, les soldats américains venaient de subir une défaite cuisante en Somalie. Cette défaite les obligeait à quitter le pays. C'est ainsi qu'ils déposèrent tout leur arsenal d'armes et munitions à Entebbe en Uganda. Cette Triade résolut de déstabiliser le Congo, en utilisant les armées Rwandaises, Ougandaises, Burundaises et Angolaises. Le motif fut vite trouvé : droit de poursuite par le Rwanda des génocidaires Hutus appelés « Interahamwe », installés par la R.D. Congo le long de la frontière, car cela est contre les normes internationales qui exigent d'installer les réfugiés à plus de 150 km des frontières de leur pays d'origine et surtout que cela constituait un menace permanente pour la sécurité du Rwanda.

Qui a installé ces réfugiés le long des frontières ? N'est-ce pas le HCR et la France ? Qui encadre et protège ces réfugiés ? N'est-ce pas le HCR ? Cet organisme des Nations Unies n'avait-il pas refusé la proposition de la Société civile du Sud-Kivu d'amener ces réfugiés à Shabunda, à plus de 300 km du Rwanda ?

### 4. Agression de la R.D.Congo

En 1996, deux ans après la prise du pouvoir au Rwanda par le FPR (Tutsi), les puissances précitées lancèrent les armées Ougandaises, Rwandaises et Burundaises sur la R.D.Congo. Ces armées utilisèrent les armes et munitions que les soldats américains, mis en déroute en Somalie, avaient entreposées en Uganda.

L'entreprise américaine Motorola fut chargée de fournir sa dernière technologie de pointe des télécommunications, ainsi que le satellite « Arsène » fut lancé pour les besoins de la guerre. Ces troupes entrèrent dans des camps des réfugiés Hutus et pourtant sous la protection du HCR, massacrèrent hommes, femmes et enfants sans que le HCR ne dise un mot.

La R.D.Congo, à l'époque Zaïre, criait à l'agression.

Pour camoufler, les agresseurs recrutèrent Monsieur Laurent Désiré Kabila, un ancien rebelle maquisard contre le régime de Mobutu et qui, en perte de vitesse, s'était déjà converti en trafiquant d'or et d'ivoire. Ils signèrent les fameux accords de Lemera, dont aucun Congolais ne connaît le contenu.

C'est vite fait, ils créèrent l'«Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo», AFDL en sigle. La guerre d'agression fut appelée rébellion, donc une affaire congolais-congolaise. Aussi le motif de la guerre change et devient la réclamation de la nationalité des Tutsis réfugiés au Congo et baptisés, pour le besoin de la cause, les «Banyamulenge », de Mulenge, nom d'une colline congolaise. Mobutu mourant, car très malade, son armée en déliquescence ne pouvait pas résister. Elle prit fuite et les troupes de l'agression progressèrent sans aucune peine. Après la conquête de Kisangani, elles firent jonction avec les troupes angolaises, et Kinshasa, la capitale de la R.D.Congo, tomba le 17 mai 1997, après seulement sept mois de guerre.

Laurent Désiré Kabila s'autoproclama Président de la République. Le Rwanda imposa son officier (actuel Chef d'Etat major de l'armée rwandaise) James Kabarebe, comme Chef d'Etat major général

de la R.D.Congo. Le ministre rwandais des Affaires étrangères, Mr. Bizima Karamuheto, alias Bizima Karaha, celui-là même qui avait signé les Accords d'Arusha pour le compte du FPR lors des négociations inter-rwandaïses, devint ministre des Affaires étrangères de la R.D.Congo ; etc. En bref, les Rwandais qui avaient accompagné Kabila jusqu'à la prise du pouvoir, se partagèrent le pouvoir à Kinshasa et n'ont aucunement parlé des Interahamwe lorsqu'ils étaient au pouvoir en R.D.Congo.

#### 5. Les péchés de Laurent Désiré Kabila

Laurent Désiré Kabila arrivé au pouvoir, se croit Président d'un Etat souverain. Ils se met au travail et démontre qu'il est possible de développer la R.D.Congo. Premier péché.

Il refuse tous les prêts lui proposés par les puissants de la Triade. Second péché.

Il frappe une monnaie forte sans prêt à l'extérieur, et pourtant il avait trouvé le trésor public vide, car pillé par les Mobutistes avant leur fuite. Troisième péché.

Il est indépendant d'esprit et ne fléchit pas aux dictats de la Triade. Quatrième péché.

Il effectue des voyages et des contacts diplomatiques de son choix, sans demander l'aval de quelque puissance que ce soit. Cinquième péché.

Il a demandé aux armées étrangères (Rwandaise, Ougandaise, Burundaise) de rentrer dans leurs pays respectifs et laisser les Congolais se débrouiller eux-mêmes. Sixième péché.

L'arrêt de mort pour Laurent Désiré Kabila est signé. Il est appelé « missile incontrôlé qu'il faut neutraliser en Afrique ». Il est abattu par ce Triade à son domicile le 16 janvier 2001.

Après plusieurs tentatives d'assassinat sur Laurent Désiré Kabila, la Triade avec d'autres alliés occidentaux, dont principalement : la Hollande, la Suède, la Suisse, le Canada, l'Allemagne, etc., déclenchèrent la guerre contre Kabila, toujours avec les mêmes armées : Ougandaise, Rwandaise et Burundaise.

Ils recrutèrent des traîtres Congolais pour feindre une rébellion Congolo-Congolaise, qu'ils baptisèrent « Rassemblement Congolais pour la Démocratie », RCD en sigle.

Au déclenchement de cette guerre, certains Etats de la SADEC (Communauté des Pays de l'Afrique Australe) trouvèrent cela anormal, et vinrent en aide à Laurent Désiré Kabila. Ces Etats sont : la Namibie, le Zimbabwe, le Tchad et l'Angola. Ce dernier pays qui s'était allié à la Triade pour chasser Mobutu, se rallia cette fois-ci à Kabila, contre la Triade.

Le motif de la guerre est encore une fois changé. Cette fois-ci, c'est la poursuite des Interahamwe génocidaires Rwandais pour la sécurisation du Rwanda.

Les troupes agressèrent et dépassèrent le Kivu où se trouvaient les camps des réfugiés et foncèrent jusqu'à 1.500 km à l'intérieur du pays. Ils occupèrent la moitié de la R.D.Congo dès 1998 à 2002. Elles n'ont jamais fait la guerre aux soi-disant « Interahamwe ». La guerre s'enlisa. Les organisations internationales publient déjà le chiffre de 4 millions de morts au Congo à cause de cette guerre.

La Triade change des stratégies : ils veulent obtenir diplomatiquement ce qui leur semble difficile à obtenir par les armes, c'est-à-dire la partition du Congo et la prise de pouvoir dans le pays par les Tutsis.

Ils mirent même les accords de la Conférence de Berlin (1885) en cause et proposèrent de revoir les frontières de la R.D.Congo avec le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Les cartes géographiques du « Grand Rwanda » englobant les Kivus circulèrent.

De tous ces plans, ils avaient oublié la détermination de la population du Kivu à combattre avec la dernière énergie et au prix de leur sang, l'ennemi, c'est-à-dire l'agresseur. C'est la naissance de la résistance populaire Maï-Maï. Sans armes, cette population fit la guerre aux armées surarmées. Cette population déploya machettes, lances, flèches, etc. Elle récupérait les armes à feu sur leurs victimes et quatre ans après, elle était déjà armée et rendait la vie difficile aux armées d'agression.

Laurent Désiré Kabila assassiné, son fils Joseph Kabila prit le pouvoir. La Triade avec leurs alliés parlèrent alors des négociations entre congolais. Ils imposèrent un gouvernement dirigé par quatre personnes plus le Président, d'où la formule 1+4 jamais expérimentée ailleurs au monde.

Cette formule est mise en place seulement pour faire arriver des hommes à leur service au pouvoir à Kinshasa, car ils ont été incapables de le faire par les armes. C'est le gouvernement actuel en RDCongo.

## 6. Insécurité persistante au Kivu

De tout ce qui précède, on comprend aisément que les objectifs de l'agression de la RDCongo sont toujours poursuivis :

- Etendre le Rwanda et le Burundi sur le Kivu, pour avoir la mainmise sur les terres et les minerais qui s'y trouvent ;
- Mettre au pouvoir à Kinshasa des hommes qui leur faciliteront la tâche.

Ceci étant, lorsque l'armée rwandaise occupait le Kivu, elle était constituée des soldats Tutsi et Hutus. Lorsque nous les avons vus rentrer chez eux au Rwanda, nous n'avons vu que des Tutsi rentrer au pays. Où sont restés les soldats Hutus ? Ils sont dans les forêts congolaises sous l'appellation « Interahamwe », contrôlant les sites miniers, où ils soumettent les populations autochtones à des corvées pour l'exploitation de l'or, du coltan, de la cassitérite, du diamant, etc.

Les avions viennent de Kigali avec armes munitions et vivres pour les ravitailler. Au retour, ces avions rentrent avec des minerais et cela deux fois par semaine. Une usine de traitement de la cassitérite est montée à Gisenyi au Rwanda, pays qui ne possède pas cette matière.

Il existe aussi l'ex-armée Rwandaise « FAR », défaite par le Front Patriotique Rwandais (FPR, l'armée qui a porté au pouvoir au Rwanda l'actuel Président Paul Kagame). Les militaires qui étaient au front pendant le génocide n'ont rien à voir avec ce dernier. Mais, tout comme la population civile hutu réfugiée au Congo, sont mis dans le même sac et appelés « Interahamwe », ce mot magique pour signifier « génocidaire ».

Tous les jeunes Hutus qui étaient dans des prisons au Rwanda sont déversés au Kivu sous l'appellation « Interahamwe », avec comme mission de s'imposer au Kivu avec l'appui de leur pays le Rwanda.

C'est ainsi que tous ces Interahamwe, fabriqués par le Rwanda et déversés au Kivu, ont comme autre mission de tenir en respect la population autochtone par des viols de femmes, des pillages, des assassinats, des destructions méchantes des infrastructures socio-économiques et des incendies.

Tous ceux-là agissent par la bénédiction des entreprises multinationales des pays précités. Les rapports du Panel des Nations Unies sur les pillages des ressources naturelles du Congo en disent plus.

Les autorités politico-militaires qui continuent à diriger le Kivu a part le Gouverneur et un vice-Gouverneur du Sud-Kivu ainsi que le Commandant de la 10<sup>ème</sup> Région militaire, y ont été placés et sont toujours au service du Rwanda.

Tout cela, Mr. William Swing, le Représentant spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, le sait et se tait. Voilà pourquoi le Kivu est toujours assis sur des braises bien allumées.

## 7. Solutions

1. Que toute le Communauté internationale appuie énergiquement la déclaration de Sant'Egidio faite par le FDLR de rentrer pacifiquement chez eux au Rwanda.
2. Au cas contraire : il est démontré ci-dessus comment les soi-disant Interahamwe ont été accompagnés au Kivu par la France (Opération Turquoise) et gardés près des frontières par l'ONU (HCR). C'est pourquoi, au cas où il ne rentreraient pas pacifiquement au Rwanda, il est indispensable qu'une autre opération internationale qu'on pourrait dénommer « Tourquoise-bis », soit mise sur pied pour enlever les Interahamwe qu'elle a déversé sur le sol congolais. La RDCongo pourra collaborer avec cette force et non occuper la responsabilité principale comme c'est le cas aujourd'hui. Et justice sera faite.
3. Que les Nations Unies obligent le Rwanda à organiser un dialogue inter-rwandais, car tous les réfugiés de ce pays en RDCongo ne sont pas génocidaires.
4. Il suffit seulement que les grandes puissances de ce monde le veulent, et cela pourra se réaliser dans deux mois.

Le génocide au Rwanda a fait plus ou moins 800.000 morts. Au Congo le nombre des morts se chiffre aujourd'hui à plus ou moins 4 millions de personnes, et le carnage continue. Cette souffrance injuste qu'endure la population du Kivu est une honte pour l'humanité et devrait interpeller toute personne éprise de paix et d'amour. L'histoire nous jugera.

Fait à Bukavu le 20 avril 2005.

Constantin CHARHONDAGWA  
Secrétaire général du Syndicat Libre des Travailleurs Ruraux « SYLTRARU »